

François Bayrou : "Cela rappelle l'Empire romain"

[10-10-2009 Le Monde](#)

Après sa sévère défaite aux européennes de juin 2009, François Bayrou, 58 ans, largement distancé par les Verts et les socialistes, s'est engagé sur le chemin d'un rapprochement avec la gauche, à qui il a lancé une " offre publique de dialogue". Affaire Mitterrand, marchandisation de la société, explosion de la dette, le leader du MoDem ne mâche pas ses mots. Il évoque un pays "à reconstruire" et veut bâtir une alternative en dépassant les frontières partisanes. Il assure que l'espace de dialogue qu'il prône se concrétisera avant la fin du mois.

Barack Obama méritait-il le prix Nobel de la paix ?

Cette récompense arrive tôt, très tôt. Disons qu'elle salue des intentions et un changement de cap plutôt que des résultats effectifs. En ce sens, c'est un grand défi que les Nobel lancent à Obama. Il faut qu'il obtienne des résultats. Mais au moins a-t-il en peu de mois changé l'image des Etats-Unis dans le monde, et donc un peu aussi l'équilibre du monde. Ce peut être un grand tournant.

L'affaire Mitterrand est-elle close ?

Qui peut savoir ? Lorsque M. Mitterrand a été nommé, ceux qui le nommaient savaient quels étaient ses écrits. Et certains sont violents, à la limite de l'insupportable, comme le genre de vie qu'ils décrivent. Pour moi, je crois et j'espère qu'un homme qui constate l'insupportable de sa vie peut changer. Mais sa fonction de ministre peut être rendue plus problématique...

Nicolas Sarkozy avait fait sa campagne contre Mai 68, faut-il faire l'inventaire de 1968 ?

Je n'ai jamais participé à la vindicte contre 68. Mai 68, ce n'est pas la cause de tous les maux, c'est la conséquence de mouvements très profonds de la société française, qui viennent de très loin. Dans l'héritage de 68, il y a des choses positives du point de vue des libertés, de la prise en main par chacun de son propre destin, d'un sentiment communautaire, et il y a des choses négatives, voire extrêmement négatives, la plus grave étant la dérive qu'on a tolérée et encouragée vis-à-vis de l'enfance et de l'adolescence. Une société qui expose les enfants est une société barbare. Sur ce point, il y aura un jour nécessairement interrogation.

L'ouverture participe-t-elle du brouillage idéologique ?

L'ouverture à la mode Sarkozy, ce n'est pas le dépassement des frontières que j'appelle de mes vœux, c'est la société de communication, du spectacle. On prend non pas des idées, des consciences, mais des figures médiatiques, pour abuser l'opinion publique. Mon idée de l'ouverture est exactement le contraire : la situation de la France est tellement grave qu'il sera impératif de traiter la crise sous forme d'une union nationale. Dans l'infinie dégradation qu'il connaît, depuis l'éducation jusqu'à la justice, ce pays exigera qu'on sorte de l'affrontement des camps et du simplisme pour choisir une voie nouvelle et reconstruire - car il s'agira bien de reconstruire - un pays équilibré.

Pourquoi un tel catastrophisme ?

Voyez ce qui vient de se passer en quelques jours. Dans la même semaine, le gouvernement propose de subventionner les élèves pour qu'ils viennent en classe. Il livre le pactole du marché des jeux sur Internet à des intérêts privés, bookmakers et autres, au mépris des principes que la France respectait depuis 150 ans : le jeu, parce qu'il est dangereux, est organisé par l'Etat. Il annonce que le déficit de l'Etat atteint 50 % de la dépense publique ! Et le fils du président de la République se voit installé (à 23 ans et sans aucune compétence particulière) à la tête de l'établissement public d'aménagement du quartier de La Défense, un des intervenants les plus puissants dans l'aménagement au niveau européen. Tous les piliers solides sur lesquels notre pays s'était construit, en termes de principes, de décence, de raison, chancellent et s'effritent. Cela rappelle l'Empire romain.

Quel est le principal défi de l'après-crise ?

La dette : chaque heure de la journée, quand on fait une dépense publique de 1 000 euros, il faut en emprunter 500 ! Ce déficit a augmenté de 350 % en deux ans ! Et contrairement à ce qu'on dit, les choses ne vont pas s'arranger. Comme Jean Peyrelevade l'a montré, la charge de la dette est devenue telle qu'il ne peut y avoir de rétablissement à politique constante. Pendant des années et des années, tout le travail des Français sera ponctionné pour rembourser, notamment à l'étranger, cette charge qui a été constituée à leur insu. Ce déficit, désormais, fait boule de neige : il semble hors de tout contrôle. Notamment si les taux d'intérêt augmentent. Pour inverser la tendance, il faudra un immense effort national, Etat, collectivités, citoyens. Cela ne se fera pas sans un changement profond, majeur, dans la politique du pays.

Faut-il poursuivre la réduction du nombre de fonctionnaires ?

On peut le faire, si cela n'est pas décidé à l'aveugle et si on sait réorganiser l'Etat. Mais il est illusoire de croire qu'on trouvera là les économies suffisantes.

Faut-il taxer les indemnités liées aux accidents du travail ?

Non, on ne peut pas les considérer comme un salaire normal. C'est la compensation par l'assurance d'un dommage subi. Et il y a souvent des pertes de revenus supplémentaires liées à cet arrêt de travail.

La réforme des collectivités va-t-elle dans le bon sens ?

L'idée principale, rapprochement des départements et des régions, je la défends depuis longtemps. Je suis donc disposé à la soutenir et à la voter, à une condition impérative : qu'il y ait une loi électorale juste, représentant équitablement les grandes sensibilités du pays, comme le fait la loi électorale allemande.

Comprenez-vous les réticences des élus ?

C'est normal, les élus ont envie de conserver leurs prérogatives. Mais le système actuel ne va pas. Il n'est plus possible de conserver deux institutions (départements et régions) avec des élus qui s'ignorent pour faire à peu près la même chose. Moi, je veux changer les choses. Le conservatisme n'est pas une solution.

Partagez-vous la colère d'Alain Juppé sur la réforme de la taxe professionnelle ?

Oui. Les collectivités ont reçu des assurances formelles et l'on découvre que ces assurances ne seront pas respectées. En vérité, quand un impôt est accepté, il faut y toucher avec prudence. Les intérêts qui pèsent sur la décision du gouvernement sont puissants. Mais les milliards qui seront rendus aux industriels les plus puissants, il faudra les prendre à de plus fragiles. Ce sont autant de décisions dont on n'a pas pesé les conséquences.

Après votre échec aux européennes, vous avez formulé une offre de dialogue publique à l'opposition. Avec qui allez-vous discuter ?

Ma démarche repose sur cette conviction : face à la dégradation du pays, au dévoiement de son projet national, il faut changer nos institutions, reconstruire complètement la pensée et cette révolution ne peut pas se faire camp contre camp, démagogie contre démagogie. Il faut donc que ceux qui cherchent l'alternance acceptent de se parler, de confronter leur point de vue, sans renoncer à rien de ce qu'ils sont, à leur histoire, à leurs idées. Cette idée avance, je le crois, et j'espère qu'elle se concrétisera dans les semaines qui viennent. J'essaie d'être l'accoucheur d'un espoir crédible pour le pays.

La percée des Verts ne contrarie-t-elle pas votre appel ?

Pourquoi donc ? Je les crois aussi attachés à sortir de l'impasse dans laquelle se trouve la France. Sur le fond j'ai une différence avec eux : l'environnement est un problème pour l'humanité mais je ne crois pas que les problèmes de la société française se résument à l'environnement. Les banlieues, les inégalités sociales, l'école, la santé, la situation des jeunes totalement abandonnés, celle des finances publiques ne se résument pas au problème de l'environnement.

Corinne Lepage et Jean-Luc Bennhamias vous poussent à un accord national avec les Verts. Y êtes-vous favorable ?

Le choix que j'ai fait depuis longtemps, c'est celui du rassemblement. Etre soi-même, et en même temps faire tomber les murs, dépasser les frontières. Avec les écologistes dans certaines régions ? J'y suis ouvert. Mais cela ne nous dispensera pas de construire nos propres forces.

Propos recueillis par Sophie Landrin et Arnaud Leparmentier